

corriger la situation. Dans la même veine, l'honorable Michael Wilson, ministre canadien des Finances, a fait, au sujet des résultats de la stratégie d'ajustement, les remarques suivantes :

... dès que le rythme de la croissance s'est mis à ralentir en 1985, les problèmes de dettes ont commencé à ressurgir et les lacunes de la stratégie adoptée après 1982 sont devenues apparentes... Les politiques d'ajustement adoptées après 1982 ont surtout cherché à résoudre le problème de la balance extérieure des paiements et elles ont été axées sur la nécessité de restreindre les importations et la demande. Cette stratégie avait, et continue d'avoir, sa raison d'être. Toutefois, elle ne tient pas compte des problèmes les plus fondamentaux posés par la pénurie des investissements et de l'épargne, les fuites de capitaux et la stagnation de la productivité financière de ces pays (14:6-7).

La croissance économique de l'Amérique latine était pratiquement nulle. Parmi les pays en voie de développement les plus endettés, surtout en Amérique latine, des taux d'inflation très élevés subsistaient, voire continuaient de croître dans certains pays. M. Ibarra a déclaré au Comité que le taux d'inflation moyen des débiteurs latino-américains avait augmenté de 50 p. 100 par an entre 1979 et 1981, pour faire un bond de 195 p. 100 en 1984 et de 328 p. 100 en 1985. Les prix des matières premières, qui auraient dû normalement augmenter avec la reprise de l'économie mondiale, étaient demeurés anormalement bas, plus bas en fait qu'ils ne l'avaient jamais été depuis les années trente. Au cours de la seule année 1985, ces prix ont diminué de 12 p. 100, mis à part le cas du pétrole. Les produits agricoles ont été les plus touchés, à cause des barrières commerciales toujours plus nombreuses et des politiques connexes de soutien des prix, mises en place par les pays industrialisés. Le prix mondial du sucre a chuté de 26,9 p. 100 et celui du blé de presque 10 p. 100. Il en a résulté pour l'Amérique latine une baisse de 6 p. 100 de ses recettes d'exportation en 1985 et de 1 p. 100 du volume de ses exportations. M. Horace Barber, ancien ministre des Finances de la Jamaïque et actuellement membre suppléant du Conseil d'administration de la Banque mondiale, a évoqué l'incidence de la dégradation des termes de l'échange dans la région des Antilles :

Les exportations de bauxite et d'alumine ont rapporté à la Jamaïque environ 784 millions de dollars américains en 1980, chiffre qui est tombé à environ 250 millions de dollars (en chiffres ronds) en 1985... Les bananes, le café et autres produits agricoles d'exportation ont également été touchés, tant sur le plan de la quantité que sur celui des prix, et les termes de l'échange ont été de plus en plus désavantageux. Voilà la situation qu'ont connue les pays des Antilles en 1983-1984, une situation qui s'est encore aggravée en 1986 (5:9).

En outre, le prix mondial du pétrole est tombé en 1985 au-dessous de 15 dollars le baril. Cette baisse a certes avantagé les pays en développement importateurs de pétrole, mais elle a du même coup alourdi le fardeau des pays emprunteurs exportateurs de pétrole, comme le Mexique, le Venezuela et le Nigéria. Le coût moyen du loyer de l'argent est tombé de 11,3 p. 100 en 1984 à 8,6 p. 100 en 1985; cette baisse des taux d'intérêt a été accueillie avec soulagement, surtout par les principaux débiteurs. Mais lorsqu'on compare les taux d'intérêt réels aux prix à l'exportation pratiqués par les pays en développement, on constate qu'ils s'établissent à plus de 10 p. 100. D'autant que le total des paiements d'intérêts pour les dettes à long terme a augmenté en raison de l'augmentation du montant des dettes en souffrance à la suite des accords de rééchelonnement.